



Ageing well

Défis Européens. European challenges. Europese uitdagingen

Ambities van het Belgisch voorzitterschap.

Les Ambitions de la Présidence Belge.



Comité des Régions.

salles JDE 52 et JDE 53

15 januari 2010



Soyez les bienvenus.

Nous remercions le président du Comité des Régions (COR), Luc Van den Brande et le COR pour leur hospitalité.

Nous sommes heureux de pouvoir accueillir tant de seniors intéressés: les CD&V-senioren de Flandre et de la région de Bruxelles capitale, une délégation des aînés du cdH, des représentants de l'Union Européenne des Seniors du Parti Populaire Européen. En particulier nous souhaitons la bienvenue aux anciens mandataires politiques, qui par leur présence affirment qu'ils continuent à partager l'engagement sociétal avec nous. Merci.

Nous comptons sur votre compréhension pour le fait qu'un nombre d'inscrits prendra part aux sessions dans une 'salle d'écoute'.

Cette rencontre est une journée interrégionale des aînés des partis chrétien-démocrates. Lors de la réunion d'Eupen en 2009 nous avons convenu de collaborer de temps à autre, surtout au sujet de thèmes européens. Cette journée a été préparée par les CD&V-senioren. Au mois de juin les aînés du cdH et les CD&V-senioren organiseront ensemble un congrès régional pour des délégations de plusieurs pays, dans le cadre des activités de l'UES.

Points de départ pour les thèmes que nous aborderons aujourd'hui:

- la population vieillissante et les défis pour les sociétés européennes;
- la conviction que tous les niveaux de gestion doivent aborder les défis politiques du vieillissement de façon transparente et en cohésion;
- la volonté d'être impliqué activement en tant que citoyens au et dans le processus politique;
- l'espoir de contribuer comme aînés à une Europe forte, qui donne une place centrale à la dignité humaine et qui garde à l'esprit l'unité et la diversité.

Sur le plan de l'élaboration du contenu nous avons mis au centre la recherche européenne sur le revenu des aînés. La perspective de la présidence belge de l'Union européenne (UE) traduit nos attentes quand au rôle que la Belgique jouera dans les développements européens.

Partant de ces attentes nous concrétiserons notre engagement dans les mois qui suivent. Nous vous demandons de mettre par écrit aussi vos questions et vos réactions concernant l'Europe (voyez plus loin dans la farde).

Nous remercions les orateurs et tous ceux qui ont contribué à la réalisation de cette journée.

An Hermans

Présidente des CD&V-senioren.

AGENDA

10.00 Onthaal

10.45 Welkom door Luc Van den Brande, voorzitter van het Comité van de Regio's

Senioren stellen vragen aan Europese beleidsvoerders, An Hermans

11.00 Een waardig inkomen voor alle ouderen. Droom of beleidsperspectief?

Prof dr. Bea Cantillon

Vragen en reacties. Coördinatie: Ivo Belet, Europees parlamentslid CD&V

12.15 – 13u45 Lunch

Uw vragen en verwachtingen inzake Europees beleid kan u formuleren.

Toelichting: Arlette Crapez, voorzitter van de Aïnés du cdH

An Hermans, voorzitter van de CD&V-senioren

In de zalen JDE 52 en JDE 53 worden doorlopend video's getoond over de werking van het Comité van de Regio's.

13.45 Europese uitdagingen. Ambities van het Belgisch voorzitterschap

Eerste minister Yves Leterme,

Vragen en reacties. Coördinatie: Pol Marck, ondervoorzitter ESU

L'engagement des seniors dans le coeur de l'Europe

Elisabeth Dispaux, ondervoorzitter van de ESU

15.15 Besluiten en perspectieven

An Hermans, voorzitter van de CD&V-senioren

Les Aînés posent des questions aux responsables politiques européens.

An Hermans, présidente générale des CD&V-senioren

La politique de l'union européenne influence notre vie quotidienne. Nous savons que l'Europe est un cadre politique nécessaire. Quelque fois nous faisons l'expérience de l'utilité et des avantages de l'unification européenne. Bien souvent aussi nous craignons plutôt la menace d'une perte de sécurité et d'avantages sociaux. Nous nous sentons peu concernés par la politique européenne. Dans les modes d'administration complexes et de plusieurs niveaux, ce sont plutôt les personnes qui nous inspirent que le large horizon politique qui constitue le cadre permanent de chaque action politique et sociale. Cela fut clair fin 2009, lors de la désignation de Herman Van Rompuy en tant que Président permanent du Conseil des chefs d'état et des gouvernements. Améliorer l'engagement de la population doit être un soucis permanent des responsables politiques, des partis et des organisations sociales.

L'architecture politique européenne n'est qu'un cadre, une maison. Les gens l'habitent. Ils font de l'Europe unifiée leur demeure. Nous avons pu constater ce que cette demeure peut signifier depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Confiance, interdépendance et la foi dans un avenir commun sont devenus les piliers du bien-être économique, de la paix et de la solidarité en Europe. La foi dans la liberté et dans la solidarité a donné aux gens le courage et la confiance pour se battre pour le respect, les droits humains et la démocratie. Les accords et la réglementation européennes sont devenus des conditions pour maintenir le bien-être, répondre aux crises financières et maîtriser les nouvelles exigences de la globalisation. L'Europe est devenue le bon port de confiance par lequel la population de l'Allemagne a pu être réunifiée. Dans son message de nouvel an la chancelière Angela Merkel appela le développement européen: un chemin d'espoir et de confiance et un signe qu' 'ensemble', dans un cadre européen, nous sommes capables de maîtriser les problèmes présents et futurs. Cet 'ensemble' ne peut pas concerner que les gouvernements, les autorités, les institutions et les grands leaders. Il s'applique aussi aux citoyens, aux associations, aux organisations, aux universités, écoles, aux institutions d'aide sociale et de soins.

En tant qu'aînés, plusieurs d'entre nous ont vu naître et/ou prendre forme le rêve européen. Ils ont porté le rêve d'une Europe unifiée qui réaliserait paix, sécurité et bien-être. Aussi après plus de soixante ans, après bien des changements internes et mondiaux, nous restons persuadés qu'une unification et collaboration continuées forment le seul chemin vers le maintien de la paix et du bien-être. Néanmoins nous reconnaissons bien des problèmes et des défis. L' Europe actuelle des traités et de la diversité, des régions et des états membres, des conseils et des réseaux n'est pas vraiment enthousiasmante. C'est être en route chaque jour vers une collaboration avec les autorités, les politiciens, les centres de connaissance, les populations, les citoyens. Les Chrétiens-démocrates mettent leurs propres accents dans la construction européenne. Les hommes, en tant que personne unique, sont le centre

de la politique. Ils doivent pouvoir se développer en liberté et responsabilité. Une économie de marché sociale doit donner les garanties que chaque être aie des chances dignes et que les prochains plus faibles se sentent eux aussi chez soi dans notre société.

Avec les responsables politiques nous voulons penser et travailler à l'élaboration de la société européenne. A l'occasion de la présidence belge nous mettons en avant quelques points d'attention et de soucis. Nous les situons dans le contexte actuel.

1. Contre la crise ensemble.

La crise financière et économique récente a durement frappé l'Europe.

Des mesures gouvernementales pour sauver le système financier, pour stimuler la demande et restaurer la confiance ont pu prévenir un effondrement économique. A présent l'UE doit collaborer plus que jamais afin de parer la crise et de répondre aux défis futurs.

La fin de la crise doit être le début d'une économie de marché sociale et durable, une économie plus intelligente et verte. Le bien-être doit suivre d'une innovation permanente et d'une utilisation économe et rationnelle d'énergie, de ressources naturelles et de matières premières. A cette fin l'UE développe un agenda de croissance et d'emploi pour pouvoir, vers 2020, répondre en responsabilité commune aux défis de la crise, de la globalisation, du changement climatique et des développements démographiques. Cette stratégie succède à l'actuelle stratégie de Lisbonne.¹ Une approche coordonnée du plan européen de relance économique, des nouveaux objectifs concrets et une meilleure utilisation des instruments politiques existants y sont prioritaires.

La dimension sociale de la politique économique et le développement d'une société qui n'exclue personne (à côté de la connaissance comme base de croissance et de la construction d'une économie verte compétitive) sont les dimensions fondamentales de la politique de l'UE dans les années qui viennent. La cohésion sociale reste un des grands objectifs de société. Une politique d'emploi renouvelée et une modernisation de la sécurité sociale et des systèmes de pensions doivent sécuriser les personnes et les familles contre la pauvreté et l'exclusion. Tous les niveaux de pouvoir – de l'européen jusqu'au local – sont appelés à y collaborer. Reconnaître l'interdépendance des autorités et des lignes directrices y sont des mots-clés.

Au niveau mondial l'Europe doit parler d'une voix. La dimension sociale de la politique économique européenne doit être développée d'avantage. Elle ne peut être obstruée par des mesures nationales, 'protectionnistes'.

¹ Voyez e.a. : Commission des Communautés Européennes. Document de travail de la Commission.

Consultation sur la future stratégie "UE 2020", COM (2009) 647 final.

Projet de programme de dix-huit mois des présidences espagnole, belge et hongroise:

“La stratégie de Lisbonne pour l'après-2010 doit répondre à la diversité de l'UE. En particulier, elle doit être mieux articulée avec une politique de cohésion forte et aider les régions et les groupes sociaux défavorisés à combler leur retard. L'un des objectifs principaux de la nouvelle stratégie doit consister à remédier aux conséquences économiques et sociales néfastes de la crise financière”.²

2. La présidence belge

La présidence belge du Conseil de l'UE cadre dans une dite trio-présidence avec l'Espagne et la Hongrie. D'importants dossiers stratégiques sont à l'agenda: une approche renouvelée de la croissance et de la stabilité, un nouvel agenda social et la maîtrise durable de la crise financière. La présidence belge arrive à un moment crucial. La politique de l'UE a besoin d'une dynamique nouvelle. Le pouvoir fédéral aussi bien que les pouvoirs régionaux ont fait l'inventaire de domaines politiques qui seront à l'ordre dans le cadre des évolutions européennes courantes. Chaque autorité mettra sans doute aussi quelques objectifs en lumière.

Parmi les ambitions que la Flandre soumet à la présidence belge, notre attention spéciale se porte vers le renforcement et le soutien du personnel des secteurs de l'aide sociale, de soin et de santé et vers la promotion de la sécurité, la mobilité et la protection sociale des volontaires dans des secteurs divers. La Flandre veut également mettre à l'agenda le rôle des régions dans le développement et l'élaboration politique dans le cadre de l'UE.

Les autorités régionales et locales façonnent les mesures politiques qui sont conçues dans un horizon européen. Un plus grand engagement des régions à la politique européenne peut mener à 'une réponse sur mesure' aux besoins locaux et régionaux. Il va de soi que le Comité des Régions peut y jouer un rôle crucial. Les structures institutionnelles multi-couches européennes doivent porter des réponses politiques transparentes près de la population.

La période de la présidence belge doit être utilisée pour augmenter la transparence du processus décisionnel européen.

La Belgique doit avoir l'ambition de remettre au premier plan le développement d'une stratégie européenne concernant la protection sociale.

²

Projet de programme de dix-huit mois des présidences espagnole, belge et hongroise.
Doc. 16771/09 p. 7

Projet de programme de dix-huit mois des présidences espagnole, belge et hongroise:

« Les dix-huit prochains mois constitueront une période cruciale en ce qui concerne la promotion du progrès social dans l'Union. Des efforts seront consentis pour veiller à ce que l'agenda social soit pleinement intégré dans la stratégie de Lisbonne pour l'après-2010. »³

3. Les seniors: des concitoyens à part entière

Les changements démographiques en Europe concernent: une population vieillissante, une population active moins grande et une pression de migration croissante. Ces changements auront une influence importante sur le marché du travail, les systèmes de sécurité sociale, l'enseignement, les soins de santé et tas d'autres terrains politiques.

Pour les aînés la protection sociale concerne entre autres des pensions adéquates, des soins de santé et sociaux de qualité. Plusieurs pays européens ont réformé leur système de retraite et introduit des régimes de retraites complémentaires. L'augmentation du degré d'activité doit garantir que les systèmes de sécurité sociale restent abordable. En Belgique aussi une adaptation des systèmes de retraite est nécessaire.

Dans le cadre de la réglementation européenne les systèmes de sécurité sociale ne font pas partie de la compétence directe de l'UE. Par la Méthode de Coördination Ouverte on a aspiré à faire concorder de façon meilleure la politique des états-membres. Aussi pour les pensions. Cependant pour le moment les résultats ne sont pas importants. Dans le rapport 2009 sur le vieillissement de la Commission européenne on réfère à la nécessité de traiter en parallèle les problèmes liés au caractère adéquat et au caractère durable des prestations de retraite.⁴

Une question prioritaire est la pauvreté parmi les aînés. Les aînés ont en moyenne un risque de pauvreté de revenu élevé. En moyenne 19 % des personnes âgés de plus de 65 ans de l'UE 27 doivent faire face à un risque de pauvreté, bien qu'il y ait de grandes différences entre les états-membres⁵: 23%

³ Projet de programme de dix-huit mois des présidences espagnole, belge et hongroise. Doc. 16771/09 p. 37

⁴ **Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions. Gérer l'incidence d'une population vieillissante dans l'UE (Rapport 2009 sur le vieillissement) p.5**

⁵ Des personnes sont considérés selon l'indicateur UE officiel de 'risque de pauvreté' comme vivant en risque de pauvreté financier lorsque leur revenu net disponible se trouve en dessous des 60% de la

pour la Belgique, 13% pour la France, 30% pour le Royaume Uni, 10 % pour les Pays-Bas, 19% pour la Roumanie... La pauvreté doit être considérée comme une violation des droits fondamentaux de tout individu. La politique de lutte contre la pauvreté doit faire partie intégrante de la politique générale.

La solidarité doit rester la pierre angulaire de nos systèmes de protection sociale. Dans le traitement de la problématique des retraites le défi social, c'est-à-dire des retraites adéquates, doit être au centre. Voilà pourquoi des pensions garanties de la part des pouvoirs publics – dites retraites du premier pilier – sont prioritaires.

La Belgique devrait avoir l'ambition d'établir des objectifs vérifiables dans le cadre des objectifs de l'UE 2020.

L'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2010) doit nous stimuler à combattre la pauvreté de groupes-cible divers et cela en différents domaines politiques. Cela demande une approche transversale. Cela doit faire partie tant d'une stratégie économique et d'une stratégie d'emploi que d'une politique d'aide sociale et sociale.

Projet de programme de dix-huit mois des présidences espagnole, belge et hongroise:

« En outre, les trois présidences s'attacheront tout particulièrement à soutenir diverses initiatives dans le cadre du vieillissement de la population et mèneront ainsi des travaux préparatoires en vue de l'Année européenne du vieillissement actif et de la solidarité intergénérationnelle en 2012. À cet égard, la modernisation, la viabilité et l'adéquation des systèmes de retraite sont de la plus haute importance. »⁶

4. La santé et les soins

L'unification de l'Europe a assuré la libre circulation des personnes, des services et des capitaux. Cette politique, essentiellement constitué par le transfert de compétences du niveau national au niveau européen, accorde une grande priorité à la subsidiarité. Cela signifie qu'une politique efficace et aussi proche que possible des groupes-cible doit être réalisée. Cela implique que la responsabilité politique incombe principalement aux Etats membre et aux régions.

L'UE peut apporter une valeur ajoutée dans le traitement de questions transnationales, telles que la mobilité des patients et des employés du secteur de santé, et dans l'échange de connaissances et de bonnes pratiques, par

médiane des revenus équivalents de leur groupe de référence dans l'état membre où ils habitent.

⁶ Projet de programme de dix-huit mois des présidences espagnole, belge et hongroise. Doc. 16771/09 p. 38

exemple dans le domaine des changements démographiques et du déploiement efficace de nouvelles technologies.

Les politiques de santé et de soins n'ont, dans la tradition de la démocratie chrétienne, pas intégralement leur place dans la réglementation des politiques économiques, pour lesquelles faire des bénéfices est l'un des motifs centraux.

En ligne avec les initiatives de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'UE s'est, ces dernières années, jointe avec les états-membre aux actions sur le «vieillessement actif» et le«vieillessement en bonne santé». Cela signifie que l'UE organise dans des forums internationaux la consultation entre les Etats membre et qu'elle met sur pied des opérations communes.

Tant les gouvernements que les organisations non gouvernementales sont ainsi engagés dans un tas de projets et peuvent faire usage d'actions incitatives de fonds et de programmes de l'UE.

«Vieillir en bonne santé» est considéré dans ces programmes et ces actions comme une dimension perpétuelle de prévention au long de la vie. Si on tient compte de divers déterminants de santé qui à la fois concernent la personne individuelle (constitution, le sexe, le tabagisme ou le comportement envers la drogue, des antécédents médicaux) et le contexte sociétal (environnement d'emploi, pauvreté, relations sociales), la santé peut être stimulée.

L'organisation du soin des aînés connaît dans l'UE une grande variété. Les politiques relatives devraient être en grande partie la responsabilité des autorités locales et régionales.

Échanges et dialogue peuvent être un enrichissement pour élaborer dans l'UE des actions pour «un vieillissement en bonne santé». L'UE doit stimuler les Etats membres, les régions et les autorités locales à garantir à tous les résidents l'accès à des soins de santé de qualité.

Projet de programme de dix-huit mois des présidences espagnole, belge et hongroise:

En ce qui concerne la viabilité des systèmes de santé et la protection de la santé, l'échange d'expériences et de bonnes pratiques sera encouragé. Dans le plein respect du principe de subsidiarité, des travaux seront entamés dans les domaines des déterminants sociaux de la santé et de la réduction des inégalités; l'une des préoccupations importantes des présidences sera la promotion de modes de vie sains, y compris d'habitudes alimentaires saines.⁷

5. Participation et engagement

La construction politique européenne doit être construite et conçue d'avantage du point d' une participation permanente des citoyens. Des

⁷ Projet de programme de dix-huit mois des présidences espagnole, belge et hongroise. Doc. 16771/09 p. 39

autorités bonnes et efficaces entament à tous les niveaux le dialogue démocratique avec la population. Non seulement grâce à la démocratie représentative, mais aussi à travers un dialogue participatif régulier. Dans les administrations locales et régionales les contours et le contexte politique des organismes consultatifs, des audiences, de la recherche participative sont en général clair et transparent. Cependant l'horizon politique européen reste malgré de nombreux efforts et une pléthore de brochures et de documentation lointain et étrange à la vie quotidienne de la plupart des gens. Cela doit et peut changer. Le nouveau traité de Lisbonne⁸ affirme entre autres que les institutions doivent fournir aux citoyens et leurs organisations représentatives "par des moyens appropriés" des occasions de s'exprimer sur tous les aspects de l'action de l'Union et d'entamer les discussions sur ce point. Avec la société civile et avec les organisations représentatives un dialogue ouvert, transparent et régulier sera réalisé⁹. L'option d'offrir une place à des formes de 'démocratie participative' dans le dialogue entre les citoyens et les institutions est une étape importante. Elle doit réduire la «distance» entre les citoyens et les politiques. Ajoutée à la démocratie représentative, elle doit former la pierre angulaire du lien entre les civils et leurs dirigeants. A travers nos organisations d'aînés et leurs fédérations européennes structurées (l'Union Européenne des Seniors, UES, la Plate-forme européenne des aînés, AGE), qui à leur tour font partie du Forum social européen, nous faisons partie du 'dialogue civil structuré'.

En tant qu'organisations des seniors nous avons par différentes filières la possibilité de participer aux processus de consultation et d'information qui sont organisés par le biais d'AGE. Tant à travers les organes de coordination dans notre propre pays qu'à travers l'UES, l'association des aînés de la PPE. Ce n'est pas suffisant. Nous devons nous-mêmes de plusieurs façons entamer la conversation sur l'Europe. Avec nos membres du Parlement européen. Ils nous représentent et mènent la conversation sur la politique européenne. Avec nos députés dans les parlements fédéral et régionaux. Ils ont la compétence de questionner le gouvernement et de contrôler la transposition et l'application de la législation européenne. En plus, certains parlementaires régionaux nous représentent dans le Comité des Régions, un forum d'échange et de conseil concernant la construction d'une politique européenne près des gens. Nous voyons également à proximité de la maison, dans nos communes, le soutien européen pour le renouveau de l'économie rurale ou des projets d'économie sociale ou de tourisme qui sont accordés à travers les provinces et les municipalités. Ce sont d'excellents «habitats» pour voir les liens entre les choix politiques locaux et européens.

⁸ Le traité de Lisbonne est en vigueur depuis le 1 Décembre, 2009

⁹ L'article 11 du traité de Lisbonne dit:

1. Les institutions offrent aux citoyens et aux organisations représentatives, par des moyens appropriés, la possibilité de faire connaître leurs points de vue sur tous les domaines d'action de l'Union et d'entamer les discussions à ce sujet en public
2. Les institutions entretiennent un dialogue ouvert, transparent et régulier avec les associations représentatives et la société civile.

Chacun de nous devrait avoir la possibilité de faire l'expérience de la nécessité et de la richesse de l'intégration européenne.

Le lien entre les communautés locales et l'Union européenne devrait confirmer les citoyens dans leur identité multiple. Tout le monde appartient à une ville, une région, un état, une culture, un groupe linguistique ..., est jeune, vieux, homme ou femme ... La détermination multiple de l'identité devrait aboutir à l'amélioration des relations socio-culturelles, un dialogue ouvert et l'apprentissage mutuel. L'identité européenne peut être considérée comme un 'travail en cours'. Elle ne peut pas être réduite à la dimension économique de notre existence. Elle est le résultat historique, en constante évolution, de valeurs partagées et de la diversité culturelle.

La consultation et la participation ne devraient pas être le privilège de citoyens actifs et éduqués pour qui la communication électronique n'a pas de secrets. Participer à la vie sociale et civile est un aspect du développement de chaque personne en tant que citoyen. C'est un défi pour les responsables politiques et pour toute la communauté de reconnaître les difficultés qu'éprouvent e.a. les personnes âgées à participer à la société et à les éliminer.

Les autorités, les partis politiques et la société civile devraient travailler de façon permanente au dialogue avec et à l'engagement de la population. C'est une nécessité pour la légitimité démocratique de la politique.

L'information sur et l'orientation vers la politique européenne devrait faire partie intégrante des programmes d'éducation et de formation.

Projet de programme de dix-huit mois des présidences espagnole, belge et hongroise:

"Nous devons aussi nous employer à rapprocher l'Union de ses citoyens et de leurs préoccupations. C'est pourquoi nous entendons favoriser des politiques ciblées qui bénéficient directement aux citoyens."...

"En particulier, nous devons veiller à associer davantage les principales parties prenantes, y compris aux niveaux local et régional, afin d'obtenir les meilleurs résultats possible en termes de croissance et d'emploi."¹⁰

¹⁰ Projet de programme de dix-huit mois des présidences espagnole, belge et hongroise.
Doc. 16771/09 p. 6-7